

L'Algérie et le Maroc musellent les journalistes, selon une ONG des droits de l'homme

L'Algérie et le Maroc ne respectent pas la liberté de la presse, accuse l'ONG américaine de défense des droits de l'homme Humain Right Watch (HRW).

'' Les poursuites judiciaires récemment engagées contre des journalistes mettent en lumière un point que les deux pays ont en commun depuis fort longtemps. La constitution algérienne, de même que la loi sur la presse marocaine de 2016, ont beau claironner qu'aucun délit de presse ne saurait être passible de prison, les deux États viennent d'accabler des journalistes connus par tous les moyens judiciaires, tout en prétendant respecter la liberté de la presse'', dénonce l'ONG. ''Le mode opératoire du Maroc est de lancer une kyrielle d'accusations criminelles contre le journaliste ciblé, tandis que les autorités algériennes préfèrent recourir à des délits que le code pénal définit de façon très vague'', ajoute-t-elle.

Le 3 août, un tribunal d'Alger a jugé Khaled Drareni, en prison depuis mars, pour « atteinte à l'intégrité nationale » et « provocation à attroupement illégal ». Le procureur a requis quatre ans de prison le verdict est attendu pour le 10 août, note l'ONG.

''A Casablanca, les autorités ont emprisonné Omar Radi le 29 juillet, après l'avoir interrogé à 12 reprises en quatre semaines. Il est prévu qu'il comparaisse devant un juge d'instruction le 22 septembre, sous les inculpations d'atteinte à la sûreté extérieure de l'État à travers des relations avec des agents étrangers, d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État à travers la réception de fonds étrangers, ainsi que de viol'' ; déplore la même source.

''Drareni, qui est correspondant à Alger de TV5 Monde et de Reporters sans frontières, mais aussi cofondateur de casbah-tribune.com, semble avoir irrité les autorités par sa façon de couvrir le Hirak, un mouvement de protestation toujours en cours''..

Quant à Omar Radi, qui enquête sur des sujets comme la prédation foncière ou la corruption de l'État, il y avait longtemps que les autorités marocaines affutaient leurs armes contre lui. En juin, Amnesty International a révélé que le téléphone de Radi avait été infiltré par le logiciel espion Pegasus.

Selon l'ONG, ''les autorités algériennes et marocaines s'opposent certainement dans beaucoup de domaines. Mais pour ce qui est de détester les journalistes et commentateurs qui osent s'exprimer librement, elles sont sur la même longueur d'onde''.